

Consultation publique de la CRE sur le service proposé par Storengy de transfert de quantités de gaz en stock du groupement Sediane Littoral vers le groupement Serene Sud

Contribution d'E.ON

Le 27 juin 2012 GRTgaz a informé ses clients du lancement d'un service de transfert de quantités de gaz en stock du groupement Sediane Littoral vers le groupement Serene Sud.

Il apparaît que ce nouveau service proposé par Storengy pourrait affecter le bon fonctionnement du marché. A cette occasion, la CRE a invité les parties prenantes à faire part de leur position sur ce sujet.

La présente contribution s'inscrit dans ce cadre. E.ON tient à remercier la CRE d'impliquer tous les acteurs du marché du gaz dans cette consultation.

Question 1 : Considérez-vous que le recours au service de transfert réduira la disponibilité des capacités interruptibles à la liaison Nord vers Sud ?

E.ON considère que le recours au service proposé par Storengy pour le transfert du gaz en stock impactera la disponibilité des capacités interruptibles. En effet, selon les Conditions de disponibilité des capacités aux points d'entrée/sortie du réseau de GRTgaz hors période de travaux 2012/2013, il est précisé que les capacités interruptibles disponibles dépendent de la configuration du réseau, liée notamment au choix de **programmation de l'ensemble des expéditeurs** sur un point.

Ainsi, en cas de forte consommation, la présence de l'utilisation des capacités va être modifiée. En effet, le contrat d'acheminement conclu entre Storengy et un expéditeur, peut-être apparenté à une réservation de « capacités fermes » du jour pour le lendemain. Intrinsèquement, cela augmentera le volume de « capacités fermes » et va diminuer le volume de capacités interruptibles disponibles.

Question 2 : Considérez-vous que le service de transfert concurrencera les capacités de transport commercialisées par GRTgaz à la liaison Nord vers Sud ?

Le service de transfert concurrence les capacités de transport Nord/Sud commercialisées par GRTgaz de plusieurs manières :

1. Comme nous l'avons exprimé plus haut cette prestation va réduire le volume de capacités interruptibles disponibles
2. Si le taux de disponibilité des capacités interruptibles est inférieur à 50%, ce qui sera inévitablement le cas dans les périodes de maintenance, alors le prix du MWh/j sera forcément supérieur au prix de la capacité mensuelle interruptible. Or, le prix du service proposé par Storengy (80% de la différence du prix entre PEG Nord et PEG Sud) pourrait être inférieur au prix du service de transmission Nord/Sud. Cela augmentera l'utilisation de la prestation de transfert ce qui conduira le prix de la transmission Nord Sud à augmenter.

Question 3 : Quels effets pensez-vous que ce service aura sur le bon fonctionnement du marché, en particulier sur la concurrence et les prix ? Pensez-vous que ces effets seront positifs ou négatifs ? Merci d'explicitier votre réponse.

Le service de transfert ne favorise pas l'apparition de gaz supplémentaire. Plus encore, la mise en place de cette nouvelle prestation par Storengy peut contribuer à diminuer les quantités de GNL arrivant au Sud. En effet, si la demande diminue au Sud puisque le gaz est injecté au Nord pour être stocké à Sediane Littoral puis à Serene Sud, on peut envisager que les méthaniers concentreront bien moins leur activité sur le PEG Sud. Par conséquent, cela pourrait contribuer à augmenter la différence des prix entre la zone Nord et la zone Sud.

En outre, l'accès à ce service étant permis à un petit nombre d'acteurs (ceux disposant de capacités à la fois à Sediane Littoral et Serene Sud), ces derniers auraient plus facilement accès au réseau Nord-Sud, réseau congestionné et sur lequel il est parfois délicat d'obtenir de la capacité. E.ON estime ainsi que l'accès à ce service est discriminatoire.

Enfin, ce nouveau service peut affecter le fonctionnement du marché en modifiant le rôle de chaque acteur. Si Storengy venait à déplacer le gaz stocké du Nord vers le Sud, il aurait un rôle de « transporteur » au même titre que GRTgaz. E.ON souhaite attirer l'attention de la CRE sur le fait que cette modification du rôle des acteurs serait contraire aux règles européennes.

Question 4 : Avez-vous d'autres remarques ?

E.ON tient à souligner que si Storengy semble vouloir répondre à la problématique de la sous-réservation des capacités de stockage avec ce service, un mécanisme de mise aux enchères des capacités serait bien plus efficace. En effet, vu la complexité induite, il convient d'anticiper chacune des alternatives évidentes, avec beaucoup de recul toutes choses égales par ailleurs.